



GAMME HSBC SELECT

1^{ER} TRIMESTRE 2026

CCF

Evolution des marchés financiers

Le trimestre a été dominé par la guerre en Iran, qui a fait grimper le prix du baril de pétrole au-delà de 100 dollars (+94,49% pour le pétrole de la mer du nord sur le trimestre), créant un climat d'incertitude. Cette hausse rapide et qui pourrait perdurer plusieurs mois fait naître des craintes sur l'inflation de nature à entamer la consommation et donc la croissance.

Sur le plan économique, la croissance mondiale reste jugée « solide » mais plus fragile, avec des déséquilibres aux États-Unis où la consommation tient mais l'investissement hors technologies ralentit. Les indicateurs d'activité montrent un impact en mars avec les enquêtes PMI publiées fin mars en recul à 51,4⁽¹⁾ points aux États-Unis et 50,5⁽²⁾ points en zone euro, tout juste en territoire d'expansion. La Chine vise un objectif de PIB réel de 4,5 à 5 % avec un soutien ciblé à la demande intérieure et aux technologies. Alors que l'inflation croissait à un rythme annuel proche des objectifs des banques centrales jusqu'en février (2,4%⁽³⁾ aux États-Unis, +1,9%⁽⁴⁾ en zone euro), le mois de mars pointe déjà vers une résurgence probable de celle-ci, avec un rythme de 2,5%⁽⁴⁾ en zone euro en mars, niveau inédit depuis début 2025.

Les grandes banques centrales ont donc adopté une attitude prudente. La Réserve fédérale a laissé son taux directeur inchangé à 3,75 %, en expliquant que les prochaines décisions dépendront de l'évolution incertaine de l'inflation, et les marchés n'anticipent plus de baisse de taux en 2026. La Banque centrale européenne a également maintenu son taux de dépôt à 2 %, tout en reconnaissant un risque d'inflation plus élevé lié au choc pétrolier.

Sur les marchés, le trimestre se découpe en deux phases. Le début d'année a vu se poursuivre la diversification hors des majors de la technologie américaine avec une bonne tenue des actifs risqués et en particulier des marchés d'actions européens, asiatiques et émergents. A partir de mars, la volatilité s'est accrue avec les prix du pétrole. Sur le trimestre, les actions mondiales, en euro, reculent de 1,47 %⁽⁵⁾, avec une surperformance des marchés émergents, en hausse de 1,56%⁽⁶⁾ en euro, portés par l'Asie et l'Amérique Latine.

Le taux à 10 ans américain est passé de 4,17 % fin 2025 à 4,32 % à fin mars, soit une hausse de 15 points de base. En Allemagne, le Bund 10 ans a suivi un mouvement similaire, progressant de 2,86 % à 3,00 %. Les obligations d'entreprise émises en euro ont souffert de ce mouvement de taux, combiné à la hausse des primes sur le crédit et ont reculé de 0,99%⁽⁷⁾.

L'or a joué son rôle de valeur refuge avec une progression de 7,32 %⁽⁸⁾ malgré une forte volatilité et un pic historique fin janvier suivi d'une correction rapide. Enfin, le dollar s'est globalement apprécié, gagnant 1,69 %⁽⁸⁾ contre l'euro, dans un contexte de montée de l'aversion au risque.

(1) PMI Composite US, Bloomberg, S&P Global, Mars 2026

(2) PMI Composite zone euro, Bloomberg, S&P Global, Mars 2026

(3) Prix à la consommation aux États-Unis, variation annuelle, Bloomberg, Bureau of Labor Statistic

(4) Prix à la consommation en zone euro, variation annuelle, Bloomberg, EuroStat

(5) MSCI World EUR, dividendes nets réinvestis, du 31/12/2025 au 31/03/2026

(6) MSCI EM EUR, dividendes nets réinvestis, du 31/12/2025 au 31/03/2026

(7) Barclays EUR Aggregate Corporate Bonds, coupons nets réinvestis, du 31/12/2025 au 31/03/2026

(8) Bloomberg, du 31/12/2025 au 31/03/2026

Les commentaires et analyses reflètent l'opinion de HSBC Asset Management sur les marchés et leur évolution, en fonction des informations connues à ce jour. Ils ne sauraient constituer un engagement de HSBC Asset Management. Par conséquent, HSBC Asset Management ne saurait être tenue responsable d'une décision d'investissement ou de désinvestissement prise sur la base de ce document et/ou analyse dans ce document.

Source : MSCI. Les données MSCI sont réservées exclusivement à un usage personnel et ne doivent être ni reproduites, ni transmises ni utilisées dans le cadre de la création d'instruments financiers ou d'indices. Les données MSCI ne sauraient constituer ni un conseil en investissement, ni une recommandation de prendre (ou de ne pas prendre) une décision d'investissement ou de désinvestissement. Les données et performances passées ne sont pas un indicateur fiable des prévisions et performances futures. Les données MSCI sont fournies à titre indicatif. L'utilisateur de ces données en assume l'entière responsabilité. Ni MSCI ni aucun autre tiers impliqué ou lié à la compilation, à l'informatisation ou à la création des données MSCI (les «parties MSCI») ne se porte garant, directement ou indirectement, de ces données (ni des résultats obtenus en les utilisant). Les Parties MSCI déclinent expressément toute responsabilité quant à l'origine, l'exactitude, l'exhaustivité, la qualité, l'adéquation ou l'utilisation de ces données. Sans aucunement limiter ce qui précède, en aucun cas une quelconque des parties MSCI ne saurait être responsable de tout dommage, direct ou indirect (y compris les pertes de profits), et ce même si la possibilité de tels dommages avait été signalée (www.msicibarra.com). Si vous avez un doute sur la pertinence de cet investissement, contactez un conseiller financier indépendant.

"Un début d'année bouleversé par les tensions géopolitiques"

Nos décisions de gestion

Nous avons débuté l'année avec une surexposition aux marchés d'actions sur laquelle nous avons pris des bénéfices en février et sommes revenus à la neutralité en mars, dans un contexte plus incertain.

Au sein de la poche actions, les États-Unis restent notre principale zone d'investissement avec un poids moyen de 39%*. En mars, nous avons augmenté cette exposition en réduisant celle à l'Europe (35%* en moyenne), car les marchés européens nous semblaient plus vulnérables à une hausse des prix de l'énergie. Notre surexposition aux valeurs décotées a été le principal contributeur dans ces économies développées. Notre allocation entre les pays européens a contribué positivement, en particulier notre préférence pour les Pays-Bas et l'Espagne au détriment de l'Allemagne et de la France. La surexposition au secteur de l'énergie européen a également été favorable sur le trimestre. De part et d'autre de l'Atlantique, nous avons renforcé les supports défensifs dès le mois de février (valeurs de faible volatilité, stratégies à dividendes élevés) par réduction des valeurs décotées, de croissance et des petites et moyennes capitalisations boursières.

Les marchés émergents ont représenté 13%* de la part actions. La performance y a été contrastée, tirée par la Corée, alors que l'Afrique du Sud a été pénalisante. Nous avons réduit nos positions sur les marchés « Frontières » (investis en partie dans les bourses des monarchies du Golfe) pour renforcer l'Amérique Latine, bien positionnée en termes de production énergétique.

Les investissements thématiques représentent près de 10% de la poche actions. Nous avons repondéré le thème des changements géopolitiques et énergétiques par réduction de nos positions aux technologies de l'intelligence artificielle. Les contributions positives significatives sont venues de nos expositions à la défense, aux métaux de transition, aux semi-conducteurs et aux producteurs d'or.

Sur la partie obligataire la plus défensive, couvrant la dette d'État et le crédit de meilleure qualité, nous avons conservé, à propos, un léger biais négatif dans un contexte de fin de cycle d'assouplissement monétaire. Nos choix concernant les positionnements sur la dette souveraine ont cependant été pénalisés par notre préférence pour la dette Britannique. A contrario, nous avons bénéficié de nos investissements sur les obligations indexées sur l'inflation, renforcées en mars.

Dans la poche obligataire plus risquée, nous avons maintenu une légère préférence pour la dette émergente en monnaie locale, le principal gain venant de notre position sur la dette Brésilienne.

Enfin nous avons bénéficié de nos positions de diversification. Sur les devises, les contributions positives ont été la couronne norvégienne, le real brésilien et le zloty polonais. Nous avons géré activement nos positions sur le dollar américain mais notre biais légèrement négatif a contribué négativement. Les investissements alternatifs ont contribué positivement, essentiellement via nos expositions aux matières premières.

*Base 100% de la part actions de HSBC Select Balanced, Source HSBC AM

Les commentaires et analyses reflètent l'opinion de HSBC Asset Management sur les marchés et leur évolution, en fonction des informations connues à ce jour. Ils ne sauraient constituer un engagement de HSBC Asset Management. Par conséquent, HSBC Asset Management ne saurait être tenue responsable d'une décision d'investissement ou de désinvestissement prise sur la base de ce document et/ou analyse dans ce document.

L'allocation présentée est à la date indiquée, peut ne pas représenter l'allocation actuelle ou future et est susceptible d'être modifiée sans préavis.

Les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures. Le montant investi dans le fonds peut fluctuer à la hausse comme à la baisse en fonction des variations des cours des actifs et des devises. Il n'y a pas de garantie que l'intégralité du capital investi puisse être récupéré.

"Rotation des thèmes de croissance vers les enjeux géopolitiques"

Crise énergétique, à quoi peut-on s'attendre ?

Les guerres en Ukraine et en Iran correspondent à un choc d'offre énergétique d'origine géopolitique, qui fait monter les prix de l'énergie et ravive les craintes d'inflation. Dans les deux cas, l'incertitude est élevée, car l'évolution du conflit reste difficile à anticiper, ce qui entretient une forte volatilité et des mouvements de marché parfois contradictoires au gré des annonces. La hausse des prix de l'énergie pèse sur le pouvoir d'achat des ménages et augmente les coûts des entreprises, ce qui peut finir par freiner la croissance mondiale si le choc se prolonge dans la durée.

Il existe cependant des différences majeures entre ces 2 conflits. En 2022, l'inflation a été amplifiée par les séquelles du Covid, notamment dans les chaînes de production, une offre de travail réduite et une accélération des salaires, ce qui a rendu l'inflation plus persistante. Aujourd'hui, les données de salaires sont plutôt orientées à la baisse, et l'inflation s'est rapprochée du niveau cible des banques centrales, en particulier en zone euro, ce qui réduit le risque d'une spirale prix-salaires.

Par ailleurs, après la crise sanitaire, les taux directeurs étaient bas et les banquiers centraux ont d'abord sous-estimé la persistance de l'inflation, avant de devoir durcir rapidement les conditions monétaires. Aujourd'hui, les taux directeurs sont déjà à des niveaux élevés (3.75% aux Etats-Unis et 2% en zone euro), et des hausses rapides pourraient freiner le potentiel de croissance. Le risque sur la solidité de la consommation est amplifié par le fait que, contrairement à 2022, il n'y a plus d'épargne excédentaire accumulée pendant les périodes de confinement.

Malgré ces différences, il nous semble que les placements à taux fixes ne sont pas une protection contre l'inflation d'autant que les attentes concernant l'évolution des taux directeurs en zone euro comme aux Etats-Unis ont été révisés à la hausse. A contrario, nous restons positifs sur les matières premières qui bénéficient de la hausse des tensions géopolitiques et, plus structurellement, d'une demande accrue par les besoins d'électrification de l'économie mondiale.

Enfin, la sélectivité au niveau des actifs sera déterminante, en privilégiant les zones géographiques et les segments d'activité les plus susceptibles de maintenir des taux de croissance et des marges solides.

Les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures. Le montant investi dans le fonds peut fluctuer à la hausse comme à la baisse en fonction des variations des cours des actifs et des devises. Il n'y a pas de garantie que l'intégralité du capital investi puisse être récupéré.

Les commentaires et analyses reflètent l'opinion de HSBC Asset Management sur les marchés et leur évolution, en fonction des informations connues à ce jour. Ils ne sauraient constituer un engagement de HSBC Asset Management. Par conséquent, HSBC Asset Management ne saurait être tenue responsable d'une décision d'investissement ou de désinvestissement prise sur la base de ce document et/ou analyse dans ce document.

Les anticipations, projections ou objectifs mentionnés dans ce document sont présentés à titre indicatif et ne sont en aucun cas garantis.

"Un choc de prix similaire mais moins de marge de manœuvre pour gérer les risques sur l'inflation et la croissance!"

Performances

	2026	2025	2024	2023	2022	2021	2020	2019	2018	2017	2016	2015
HSBC Select Moderate	-0.54%	5.77%	3.95%	5.18%	-10.73%	0.44%	2.96%	6.09%	-4.43%	0.43%	2.27%	1.82%
HSBC Select Balanced	0.15%	9.64%	8.62%	7.14%	-9.75%	8.85%	2.24%	13.91%	-7.77%	2.68%	4.27%	4.28%
HSBC Select Dynamic	-0.18%	12.38%	10.50%	8.17%	-11.14%	12.40%	1.90%	17.21%	-9.21%	3.75%	6.75%	2.71%
HSBC Select Equity	-0.83%	13.91%	12.80%	10.08%	-12.52%	18.42%	2.06%	21.57%	-11.27%	6.10%	6.95%	1.84%
HSBC Select Flexible	0.71%	9.60%	7.90%	7.56%	-9.91%	8.61%	2.74%	14.14%	-9.20%	2.31%	3.99%	1.91%
HSBC Select PEA	-4.31%	19.10%	4.10%	10.87%	-16.14%	14.22%	-1.50%	18.78%	-16.44%	9.93%		

Sources : HSBC Asset Management et Morningstar - 31 mars 2026.

Les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures. Le montant investi dans le fonds peut fluctuer à la hausse comme à la baisse en fonction des variations des cours des actifs et des devises. Il n'y a pas de garantie que l'intégralité du capital investi puisse être récupéré. Les fonds sont exposés aux risques principaux suivants : perte en capital, risque actions, de change, lié à la gestion discrétionnaire, crédit, taux, lié à l'investissement dans des obligations convertibles, associé à l'investissement sur les marchés émergents, associé aux produits dérivés.

© Copyright 2026 Morningstar. Tous droits réservés. Les informations contenues ci-dessus : (1) sont la propriété de Morningstar et/ou de ses fournisseurs ; (2) ne sont pas autorisées à être copiées ou distribuées ; et (3) ne sont pas garanties, entièrement ou partiellement, quant à leur exactitude. Ni Morningstar, ni ses fournisseurs de contenu ne sont responsables des dommages ou pertes résultant de l'utilisation de ces informations.

Performances en euro dividendes nets réinvestis

Indices	2026	2025	2024	2023	2022	2021	2020	2019	2018	2017	2016	2015
MSCI World EUR	-1.71%	6.77%	26.60%	19.60%	-12.78%	31.07%	6.33%	30.02%	-4.11%	7.51%	10.73%	10.42%
MSCI EMU EUR	-2.63%	20.75%	6.86%	15.96%	-14.53%	20.14%	-2.73%	22.41%	-14.70%	10.09%	1.79%	7.67%
MSCI Emerging EUR	1.76%	17.76%	14.68%	6.11%	-14.85%	4.86%	8.54%	20.61%	-10.27%	20.59%	14.51%	-5.23%
Ester	0.48%	2.24%	3.80%	3.28%	-0.02%	-0.57%	-0.55%					
Barclays EUR Agg Govt	-0.57%	0.66%	1.95%	7.09%	-18.22%	-3.39%	4.72%	6.34%	0.92%	0.20%	3.13%	1.51%
Barclays EUR Agg Corp	-0.99%	3.03%	4.74%	8.19%	-13.65%	-0.97%	2.77%	6.24%	-1.25%	2.41%	4.73%	-0.56%
Euro / USD	-1.66%	13.40%	-6.25%	3.12%	-5.85%	-6.99%	8.87%	-1.95%	-4.61%	14.15%	-3.21%	-10.20%

Indices	Valeur au 31 mars 2026
Taux 10 ans France	3.72%
Taux 10 ans US	4.32%
Taux monétaire EUR	1.93%
EUR/USD	1.1541

Les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures. Le montant investi dans le fonds peut fluctuer à la hausse comme à la baisse en fonction des variations des cours des actifs et des devises. Il n'y a pas de garantie que l'intégralité du capital investi puisse être récupéré.

Source : MSCI. Les données MSCI sont réservées exclusivement à un usage personnel et ne doivent être ni reproduites, ni transmises ni utilisées dans le cadre de la création d'instruments financiers ou d'indices. Les données MSCI ne sauraient constituer ni un conseil en investissement, ni une recommandation de prendre (ou de ne pas prendre) une décision d'investissement ou de désinvestissement. Les données et performances passées ne sont pas un indicateur fiable des prévisions et performances futures. Les données MSCI sont fournies à titre indicatif. L'utilisateur de ces données en assume l'entière responsabilité. Ni MSCI ni aucun autre tiers impliqué ou lié à la compilation, à l'informatisation ou à la création des données MSCI (les «parties MSCI») ne se porte garant, directement ou indirectement, de ces données (ni des résultats obtenus en les utilisant). Les Parties MSCI déclinent expressément toute responsabilité quant à l'origine, l'exactitude, l'exhaustivité, la qualité, l'adéquation ou l'utilisation de ces données. Sans aucunement limiter ce qui précède, en aucun cas une quelconque des parties MSCI ne saurait être responsable de tout dommage, direct ou indirect (y compris les pertes de profits), et ce même si la possibilité de tels dommages avait été signalée (www.msclub.com). Si vous avez un doute sur la pertinence de cet investissement, contactez un conseiller financier indépendant.

Les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures. Le montant investi dans le fonds peut fluctuer à la hausse comme à la baisse en fonction des variations des cours des actifs et des devises. Il n'y a pas de garantie que l'intégralité du capital investi puisse être récupéré.

Risque lié à la gestion discrétionnaire : Le style de gestion discrétionnaire repose sur l'anticipation de l'évolution des différents marchés (actions, obligations). Il existe un risque que l'OPC ne soit pas investi à tout moment sur les actifs ou les marchés les plus performants, ceci induisant une moindre performance.

Risque de perte en capital : L'OPC ne bénéficie d'aucune garantie ni protection, il se peut donc que le capital initialement investi ne soit pas intégralement restitué.

Risque de taux : La partie du portefeuille investie dans des instruments de taux pourra être impactée par des mouvements de hausse ou de baisse des taux d'intérêt. En effet lorsque les taux d'intérêt à long terme montent, le cours des obligations baisse. Ces mouvements pourront entraîner une baisse de la valeur liquidative.

Risque de crédit : Le risque de crédit est le risque que la situation financière de l'émetteur se dégrade, le risque extrême étant le défaut de l'émetteur. Cette dégradation peut entraîner une baisse de la valeur des titres de l'émetteur et donc une diminution de la valeur liquidative du fonds. Il s'agit par exemple du risque de non-remboursement en temps voulu d'une obligation. Le risque de crédit d'un émetteur est reflété par les notes que lui attribuent les agences de notation officielles telle que Moody's ou Standard & Poor's. Les notes sont croissantes avec le risque de crédit : émetteurs de la catégorie « Investment Grade » à la catégorie « High Yield ». L'utilisation d'obligations subordonnées peut engendrer un risque lié aux caractéristiques de paiement du titre en cas de défaut de l'émetteur. Le fonds qui s'expose à un titre subordonné ne sera pas prioritaire et le remboursement du capital ainsi que le paiement des coupons seront subordonnés à ceux des autres créanciers détenteurs de rang supérieur. Ainsi, le remboursement de son titre peut être partiel ou nul. L'utilisation d'obligations subordonnées peut entraîner un risque de baisse de la valeur liquidative plus important que celui lié à des obligations classiques. La Société de Gestion ne recourt pas exclusivement ou mécaniquement aux notations fournies par les agences de notation de crédit et privilégie sa propre analyse du risque de crédit pour évaluer la qualité de crédit des actifs et dans la sélection de titres à l'acquisition et à la vente.

Risque actions : La baisse du cours des actions peut entraîner une baisse de la valeur liquidative de l'OPC. En période de volatilité importante des marchés d'actions, la valeur liquidative pourra être amenée à baisser du fait de l'exposition possible du fonds à ces mêmes marchés. L'attention des souscripteurs est attirée sur le fait que les marchés de valeurs de petites capitalisations sont destinés à accueillir des entreprises, qui en raison de leurs faibles capitalisations, peuvent fluctuer et entraîner ainsi une baisse de la valeur des investissements de l'OPC.

Risque de change : Le risque de change est le risque de baisse des devises d'investissement par rapport à la devise de référence du portefeuille. La fluctuation des monnaies par rapport à la devise de référence peut entraîner une baisse de la valeur de ces instruments et par conséquent une baisse de la valeur liquidative de l'OPC.

Risque de marché émergent : L'OPC peut investir sur les marchés émergents via des titres, parts ou actions d'OPC et/ou des instruments financiers dont la valeur est susceptible de fluctuer fortement, ce qui peut conduire à des baisses de valeur liquidative significativement plus marquées ou plus rapides que la variation observée sur les marchés développés. Les principaux risques liés aux investissements dans les pays émergents peuvent être le fait de la forte volatilité des titres, de la volatilité des devises de ces pays, d'une potentielle instabilité politique, d'une politique interventionniste des gouvernements, de l'existence de pratiques comptables et financières différentes et d'une moindre liquidité.

Risque lié à l'investissement dans des obligations convertibles : La valeur des obligations convertibles dépend de plusieurs facteurs : niveau des taux d'intérêt, évolution du prix des actions sous-jacentes, évolution du prix du dérivé intégré dans l'OPC. Ces différents éléments peuvent entraîner une baisse de la valeur liquidative de l'OPC.

Risques associés aux produits dérivés : L'OPC peut intervenir sur des instruments financiers à terme et conditionnels. Cette exposition à des marchés, actifs, indices au travers d'instruments financiers à terme et conditionnels y compris sous la forme de dérivés de crédit (notamment sous la forme de Crédit Default Swap) peut conduire à des baisses de valeur liquidative significativement plus marquées ou plus rapides que la variation observée pour les sous-jacents de ces instruments.

SRI (indicateur de risque) ⁽¹⁾	HSBC Select Moderate	HSBC Select Balanced	HSBC Select Dynamic	HSBC Select Equity	HSBC Select Flexible
		3/7	3/7	3/7	4/7

(1) Le SRI (Summary Risk Indicator) est un indicateur global du niveau de risque du produit résultant de la combinaison de deux risques : le risque de marché et le risque de crédit. L'échelle varie de 1 (le moins risqué) à 7 (le plus risqué). Les données historiques pourraient ne pas constituer une indication fiable pour le futur. Rien ne garantit que la notation restera la même et la classification peut varier à long terme. La note la plus basse n'indique pas que l'investissement est exempt de tout risque. Ne prenez pas de risque inutile. Lisez le Document d'Informations Clés. Le fonds HSBC Select Equity présente un indicateur de risque élevé. La valeur liquidative pourra connaître de fortes variations à la baisse comme à la hausse.

Les fonds de la gamme Select sont définis comme « articles 6 » selon la classification SFDR. Cela concerne les produits financiers qui ne font pas la promotion des caractéristiques environnementales et/ou sociales, qui n'ont pas un objectif d'investissement durable et qui ne répondent pas à la définition des articles 8 et 9.

HSBC Global Asset Management (France) - 421 345 489 RCS Nanterre. S.A au capital de 8.050.320 euros. Société de Gestion de Portefeuille agréée par l'Autorité des Marchés Financiers (n° GP99026). Adresse postale : 38 avenue Kléber 75116 PARIS - Siège social : Immeuble Coeur Défense. 110, esplanade du Général de Gaulle La Défense 4 - 92400 Courbevoie - France - AMFR_2026_WHOLE_CL_0153. Expire : 30/09/2026

CCF - Société anonyme au capital de 147 000 001 € agréée en qualité d'établissement de crédit et de prestataire de services d'investissement - SIREN 315 769 257 RCS Paris - Siège social : 103, rue de Grenelle - 75007 Paris